

ACTION URGENTE

UN INTELLECTUEL OÜÏGHOUR RISQUE LA PEINE DE MORT

Ilham Tohti, éminent intellectuel ouïghour, a été arrêté officiellement et inculpé de « séparatisme » en Chine. Il encourt entre 10 ans d'emprisonnement et la réclusion à perpétuité, voire la peine de mort. Privé d'avocat et coupé de sa famille, il risque de subir des actes de torture ou d'autres mauvais traitements.

Ilham Tohti, 45 ans, professeur d'économie, fondateur du site Uighur Online et franc détracteur des politiques de l'État chinois relatives aux Ouïghours, se trouve actuellement dans un centre de détention d'Urumqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Le 25 janvier 2014, des agents de la sécurité publique se sont rendus à son domicile, à Pékin, et l'ont emmené. Son avocat, Li Fangping, n'a pas été autorisé à lui rendre visite. Le 25 février, son épouse a reçu le mandat d'arrêt l'informant qu'il était inculpé de « séparatisme ». Il s'agit d'une charge souvent utilisée contre des Ouïghours qui dénoncent des violations des droits humains.

Ilham Tohti a été arrêté peu après que le Parti communiste chinois a lancé un nouveau « grand plan stratégique » pour la région autonome ouïghoure du Xinjiang le 19 décembre 2013. Ce plan prévoit de faire du « maintien de la stabilité sociale » le premier objectif stratégique dans la région.

Huit des étudiants d'Ilham Tohti ont été arrêtés en même temps que lui mais seuls quatre ont été libérés. D'autres sympathisants d'Ilham Tohti, notamment l'éminent militant pékinois Hu Jia, a aussi été pris pour cible par les autorités depuis son arrestation. Le 25 février, il a été détenu et interrogé par la police pendant huit heures avant d'être relâché.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en chinois ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer Ilham Tohti immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion détenu seulement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur instamment de veiller, tant qu'Ilham Tohti demeure détenu, à ce qu'il ne soit pas soumis à la torture ni à d'autres mauvais traitements et qu'il puisse consulter l'avocat de son choix, entrer en contact avec ses proches et recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- exhortez-les à faire en sorte que les sympathisants d'Ilham Tohti ne soient pas détenus ni harcelés du fait de leurs liens avec lui.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 AVRIL 2014 À :

Président

Xi Jinping Guojia Zhuxi
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xichengqu, Beijingshi 100017,
Chine
Fax : +86 10 6238 1025
Courriel : gov@govonline.cn
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Président,

Premier ministre

Li Keqiang Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xichengqu, Beijingshi 100017,
Chine
Fax : +86 10 6238 1025
Courriel : gov@govonline.cn
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Premier ministre,

Copies à :

Responsable de la Justice pour le
Xinjiang
Abuliz Usour Tingzhang
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Sifating
27 Renminlu
Urumqi 830
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu
Chine
Fax : +86 99 1231 1590
Formule d'appel : *Dear Director, /*
Monsieur,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 18/14. Pour en savoir plus : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/ASA17/003/2014/fr>.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UN INTELLECTUEL OÜÏGHOUR RISQUE LA PEINE DE MORT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ilham Tohti commente la situation des Oüïghours en Chine depuis de nombreuses années. Son site Uighur Online a fait état de violations des droits humains subies non seulement par des Oüïghours mais aussi par des Hans. Il a été suspendu par les autorités et l'avait déjà été à deux reprises au moins : une première fois avant les Jeux olympiques de Pékin en 2008 et une deuxième fois pendant plus d'un mois, en mars et avril 2009. Les autorités ont placé Ilham Tohti sous surveillance et l'ont interrogé à la suite d'un voyage en France, en 2009, au cours duquel il avait accordé des interviews à des médias et critiqué les politiques de la Chine relatives aux minorités ethniques.

Le 5 juillet 2009, des Oüïghours se sont rassemblés à Urumqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, pour protester contre l'apparente inertie du gouvernement après que des ouvriers migrants ouïghours eurent été tués le 26 juin à Shaoguan, dans la province du Guangdong. Alors que cette manifestation avait commencé pacifiquement, des émeutes ont éclaté quand la police a eu recours à la violence contre les manifestants. Selon les chiffres officiels, 197 personnes ont trouvé la mort dans ces violences, dont une majorité de Chinois hans. L'agence de presse d'État, Xinhua, a indiqué que les autorités chinoises avaient arrêté 1 400 personnes ayant participé à la manifestation, dont plusieurs figures de proue du mouvement accusées d'être à l'origine des troubles. Ilham Tohti a été détenu arbitrairement du 8 juillet au 23 août 2009, peu après que les autorités eurent affirmé que des articles publiés sur son site avaient attisé la violence à Urumqi. Il a depuis été placé périodiquement en détention et assigné à domicile.

Quand Ilham Tohti a été arrêté le 15 janvier 2014, huit de ses étudiants de l'Université centrale des ethnies ont également été emmenés par les autorités. Pour l'heure, seuls quatre d'entre eux ont été remis en liberté. La torture et les autres formes de mauvais traitements sont fréquentes en Chine, quel que soit le type de détention, bien que ce pays ait ratifié la Convention des Nations unies contre la torture en 1988.

Les Oüïghours sont une minorité ethnique principalement de confession musulmane. Ils vivent surtout dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Depuis les années 1980, ils sont la cible de violations graves et systématiques des droits humains : arrestations et incarcérations arbitraires, détention au secret, fortes restrictions de la liberté de religion et de l'exercice des droits sociaux et culturels, notamment. Les autorités locales pourraient renforcer le contrôle de la pratique religieuse, y compris en interdisant à tous les fonctionnaires et aux mineurs de moins de 18 ans de fréquenter les mosquées. Les politiques gouvernementales chinoises qui limitent l'usage de la langue ouïghoure, les fortes restrictions de la liberté de religion et l'afflux permanent de migrants chinois hans dans la région détruisent peu à peu les coutumes ouïghoures. Ajoutés à la discrimination à l'embauche, ces paramètres alimentent le mécontentement et les tensions ethniques. La situation s'est encore aggravée depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis : le gouvernement chinois utilise le prétexte de la « guerre contre le terrorisme » pour justifier la répression qu'il exerce contre la population ouïghoure.

Nom : Ilham Tohti
Homme

Action complémentaire sur l'AU 18/14, ASA 17/009/2014, 26 février 2014